

**CAROUF PAS OUF P.4****ALIBI BIO P.5****POISON D'AVRIL P.3****WESH,**

On a vu Sarko, mais de dos, et on n'a pas vu le bracelet. On n'a pas encore vu la fermette bio de l'agglo, mais ça sent déjà le safran. On a vu des cercles de silence et des militants qui font du bruit. On a vu des questions cheloues dans un sondage des plus fallacieux. On a vu des élèves oubliés, des chiffres arrangés et des gens qui se font encore expulser. On a suivi l'épopée démocratique de l'université Paris-Saclay et le courage politique des étudiants de l'ENS. On a retrouvé un épisode historique de l'antifascisme palaisien et on aimerait retrouver cette ambiance aujourd'hui. On n'a vu ni la trame noire ni l'corridor écologique. On n'a pas vu l'intérêt d'privatiser des services d'aide à la personne. On a pondu le 17 et on a accueilli plein de nouvelles et de nouveaux. Un numéro Eté-Automne, tu m'étonnes !

Plumes d'amour et bec tranchant**L'équipe du petit ZPL****SOUVENIRS DE L'ANTI-FASCISME PALAISENIEN**

BD p. 6-7

**UN BEAU BONDAGE D'OPINION****Histoire d'un sondage truqué financé par la municipalité de Palaiseau**

Par Briac Chaud-Chaud

Questions vagues ou biaisées, partie du questionnaire non communiquée, présentations partielles, notice introuvable, méthodes non vérifiables, autoritarisme pseudo-scientifique, mentions légales oubliées, marges d'erreur non mentionnées, maigre échantillon, ça vous paraît bâclé, truqué, ou les deux en même temps ?

Des Habitant·es scientifiquement content·es

Février 2024. Le Pôle Mag paye son hymne à la joie locale et fait péter un 4 pages intitulé « 90% des Palaisiens satisfaits de vivre à Palaiseau » (1). On y apprend que les Palaisien·nes sont majoritairement hyper content·es, très favorables aux actions menées par la majorité municipale et plein d'idées pour les priorités de demain. Zopal apparaît comme un îlot de bonheur.

L'objectif est d'évaluer « de manière transparente la perception des habitants sur les politiques publiques mises en œuvre par l'équipe municipale ». Elle a été menée par l'IFOP, institut « réputé et indépendant », dit « de référence », qui a su déployer une « méthodologie » assurant une « représentation équilibrée des habitants ». 605 personnes, évidemment représentatives, composent l'échantillon. Réalisée au téléphone la semaine précédant Noël, l'étude n'a coûté que 18 900 €. C'est cadeau.

Pour la « transparence », tout le monde peut en effet consulter le Pal'mag n°284 et le rapport d'étude modestement intitulé « le climat municipal à Palaiseau » sur le site de la mairie (2). Tentons ensemble de mesurer la scientificité proclamée de cet indicateur de bonheur intérieur brut.

Mé-Tho-Do-Lo-Gie de La Story : une méthode opaque, un échantillon transformé en population et des tendances extrêmement simplifiées

La belle histoire souffre de problèmes de présentation. Tout se passe comme si le Pôle Mag et l'IFOP, insuffisamment satisfaits de

notre joie consensuelle, déployaient une énergie bien peu scientifique à surligner l'hyper-satisfaction. Dès l'introduction du rapport d'enquête, on est surpris car « l'institut de référence » commet 4 erreurs de débutant :

- confusion entre méthode et méthodologie. La méthodologie, c'est la science de la méthode, et la méthode, la manière de faire. Qu'un institut aussi sérieux laisse passer une telle approximation fait planer un gros doute sur la rigueur scientifique annoncée ;
- tout sondage d'opinion publié doit mentionner la possibilité de marges d'erreur (2) et le droit de consulter la notice déposée auprès de la commission des sondages (3). Ces deux obligations sont contournées ;
- le texte intégral des questions posées doit être publié. Certaines questions ont disparu (voir plus bas) ;
- aucune précision n'est fournie sur la méthode des quotas, censée assurer la représentativité de l'échantillon. L'IFOP indique seulement que l'âge, la profession, le sexe et le quartier de résidence ont été considérés. Ces données ne sont pas utilisées pour nuancer les résultats. Dommage, il aurait été intéressant de comparer les niveaux de satisfaction des plus âgé·es et des jeunes, des CSP*, des femmes et des hommes, ou par quartier. Le grossço-modo semble convenir à l'IFOP et au Pôle Mag.

*voir lexique p.10

Suite p.10

ET AUSSI...

DÉCLASSEUR SCOLAIRE	P.8
FABLE DE MULTIPLICATION	P.8
L'UPS EN PLS	P.9
L'IFOP A DÉCONNÉ.....	P.10

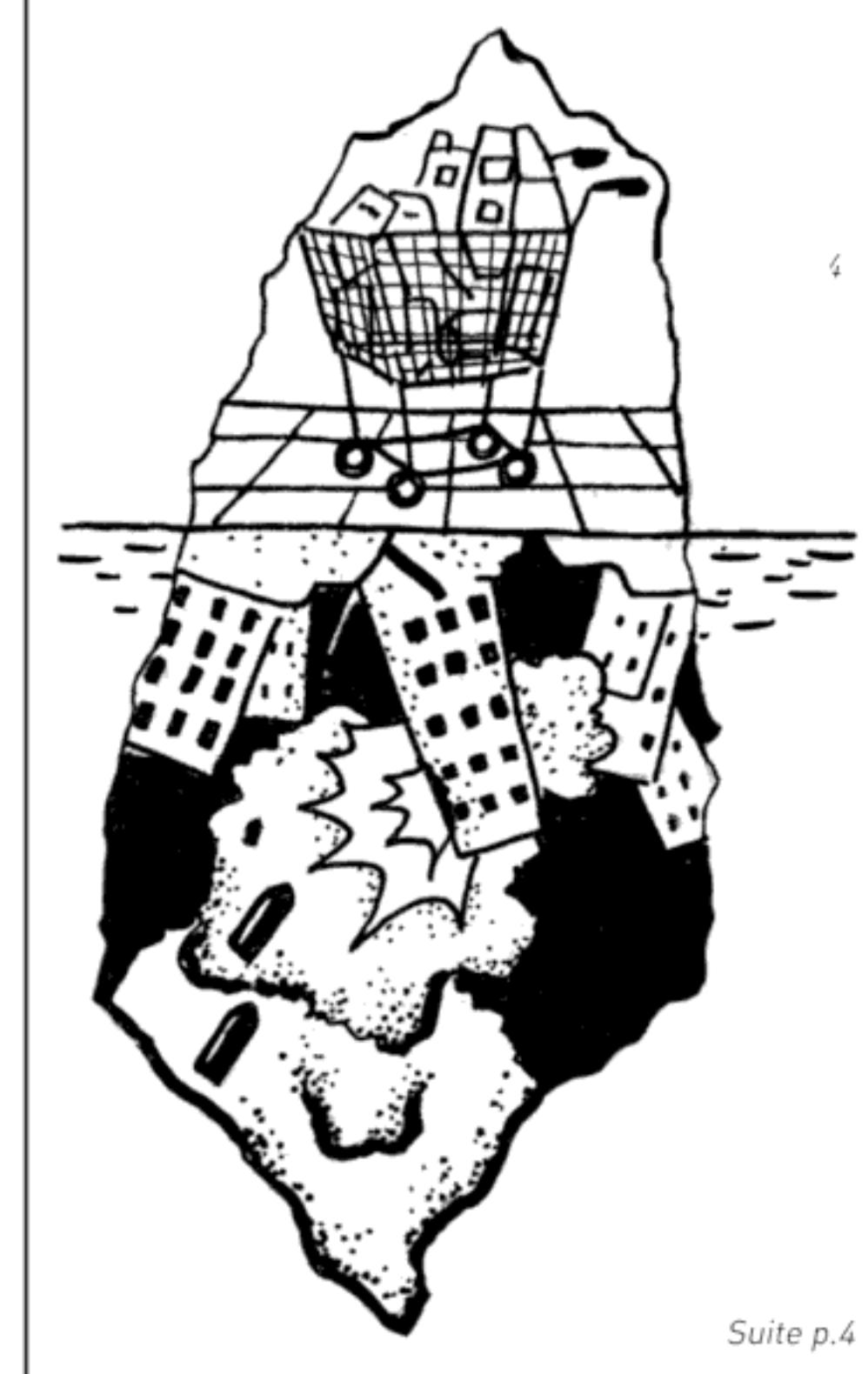
ISRAËL COLONISE, CARREFOUR OPTIMISÉ

Interview de Jean Guy Greilsamer, militant à l'UJFP

Devant le siège mondial de l'entreprise Carrefour à Massy, Jean Guy Greilsamer, membre de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) scande son discours. Ce samedi 27 janvier le militant de la lutte pour le peuple palestinien, dénonce l'implication du géant de la distribution dans le conflit israélo-palestinien. Objectif principal : obtenir "l'égalité complète de tous les citoyennes et citoyens de la mer au Jourdain [...] par le boycott de toutes les entreprises complices de la politique coloniale d'Israël." Nous sommes allés à sa rencontre.

Avec l'UJFP, vous avez appelé à un rassemblement devant le siège de Carrefour à Massy. Pouvez-vous nous raconter le déroulé de la manifestation ?

Tout d'abord, nous avons lancé un appel avec d'autres organisations comme Urgence Palestine 91, Solidaires, Evry Palestine et la Ligue des droits de l'homme en vue d'organiser un rassemblement devant le siège international de Carrefour. Celui-ci a été enregistré par la préfecture, et quand nous sommes arrivés devant le siège, on a vu que tout était bouclé par les policiers, il y avait même des policiers à cheval ! On a dû déplacer le rassemblement et se mettre à côté du parvis central. Il y a certainement eu une demande de Carrefour pour nous empêcher de nous installer. Il faut quand même savoir que nous manifestions devant le siège international de l'entreprise.



Suite p.4

BRÈVES &

XENOPHOBIE

EN LIGNE : la justice va beaucoup moins vite que la haine

En commentaire d'une pétition sur le site mesopinions.com, ayant pour objet l'opposition de certains riverains à un bidonville de familles rroms à Saulx-les-Chartreux, on pouvait lire les propos extrêmement violents de Claude, Michel et Roger. Les habitants du bidonville y sont qualifiés de « bandits, voleurs, hors la loi », de « parasites », de « cancer ». Les solutions politiques proposées sont d'une grande inventivité : « virer et punir », « voter pour des couillus », utiliser un « lance-flammes » dans la nuit, et « émasculer les mâles ».

Dûment signalés au site web mesopinions.com et au site ministériel Pharos, censé lutter contre les contenus et pratiques illicites en ligne, ces commentaires sont restés visibles plusieurs mois. Certes, on peut considérer ces commentaires ultra-

racistes comme de résiduelles considérations nazifiantes* de quelques « Dupont-Lajoie », mais c'est oublier que le racisme anti-rrom est massif dans toute l'Europe et que plus de 2500 personnes ont signé cette pétition locale hostile aux Rroms. L'association « La voix des Rroms » a mené une action en justice contre ces propos. Le tribunal de Grasse a notifié, en février 2024, une ordonnance pénale (amende) avec sursis à une habitante de la région PACA bien éloignée de Saulx-les-Chartreux. Cette dame de 76 ans avait écrit : « La France est la poubelle de l'humanité, il est grand temps de recycler tous ces parasites en les expulsant ». Cinq autres personnes, aux messages encore plus virulents, ont aussi été identifiées, mais aucune nouvelle judiciaire les concernant.

* voir lexique p.10



VOTRE ATTENTION S'IL VOUS PLAÎT!!
DES PICKPOCKETS ET DES VENDEURS
À LA SAUVETE SONT SUSCEPTIBLES
D'OPÉRER DANS LA GARE. SOYEZ
VIGILANT!!!

" POUR VIVRE DE GRANDS JEUX, IL FAUT ÊTRE AMBITIEUX "

ET L'AMBITION A UN PRIX

À défaut de moyens (humains, matériels, salariaux...), Île-de-France Mobilités a décidé de mettre en vente le passe « Paris 2024 », chargeable uniquement sur Navigo Easy ou sur téléphone. Et ceci du 20 juillet au 8 septembre. Or, les dates exactes des JO, c'est du 20 juillet au 11 août, puis les paralympiques du 28 août au 8 septembre. Surprise, les deux semaines entre les deux phases des jeux resteront au prix fort.

Débordant d'idées ambitieuses pour les JO (comprendre remplissant les caisses), IDF-Mobilités supprime le forfait hebdomadaire à 30,6 € et le remplace par le pass JO à 70 €. Quant au ticket T+, il passe à 4 €. Pour les salarié·e·s travaillant sur la période entre-deux, le tarif sera donc olympique (de 70 à 140 €) mais sans la médaille. Tout ça pour le même service, ou presque quand sont envisagées des restrictions

ou interdictions de circulation dans certains quartiers, voire des gares et lignes partiellement fermées.

« Les JO ont ce côté unique d'inspirer » [2]. À part les prix, on voit pas...

[1] Tony Estanguet, président du Comité d'orga des JO, La Croix, le 16/04/2024

[2] Tony Estanguet, Canal+, 10/02/2024



SILENCE, ON TOURNE !

À Palaiseau, place du marché, vous pouvez apercevoir, certains samedis entre onze heures et midi, un cercle de silence : une bande maigrichonne de vieux (1) avec des pancartes qui leur battent le dos, une banderole impossible à tenir, des tracts... Quand il fait beau, le groupe s'étoffe mais il arrive aussi, quand l'hiver pointe son nez, que la bande se résume à un duo, et même un solo, et là, on voudrait vous y voir pour faire un cercle tout·e seul·e. C'est une asso, l'Observatoire citoyen du centre de rétention administrative (CRA) de Palaiseau qui organise ça.

Un CRA, mais keskseksa ? Une prison pour étranger·e·s qui ne dit pas son nom. C'est l'endroit où on enferme des personnes considérées comme illégales sur le territoire avant de les expulser. Ça pue déjà le racisme et la xénophobie à plein nez. Des CRA, y en a une bonne vingtaine dans toute la France, on peut y rester jusqu'à 90 jours, trois mois d'enfermement pour une histoire « administrative » comme son nom l'indique. Askip pourtant, c'est pire que la prison, de l'avis des retenu·e·s qui ont éprouvé les deux. Les conditions sont terriblement angoissantes pour les personnes enfermées : elles ne savent pas quand elles pourront sortir, si elles seront réveillées à 5 heures du mat' pour être envoyées menottées à l'aéroport, mises dans un avion vers un pays où elles seront en danger de mort et où elles ne connaissent plus personne. Le rapport de 2023 de la Cimade pointe notamment des états de santé fragiles qui ne sont pas pris en compte : « Ainsi, monsieur T. a été placé à trois reprises au CRA de Paris-Vincennes en 2023, alors même qu'un certificat mentionnant l'incompatibilité de son état de santé avec la rétention avait été établi par l'UMCRA [unité médicale du centre de rétention, ndlr] dès son premier placement » [2]. Avec tout ce qu'on lit sur les conditions de rétention, c'est pas mal de garder un œil sur ce qu'il se passe à l'intérieur. Alors l'Observatoire observe.

Le CRA de Palaiseau, on passe pas devant par hasard : il est niché dans un coin de verdure, entre le centre des impôts et le commissariat de police, bordé par l'A10, rien de plus fun. Aucun panneau pour l'indiquer quand on vient rendre visite à un copain enfermé et qu'on



est pas du coin. Et quand on est du coin, on sait rarement qu'y en a un. Pas de banc ou d'abri quand on attend une heure, sous la pluie, que la police nous laisse entrer. Les bénévoles de l'Observatoire qui vont parfois y faire des visites ne veulent pas garder pour elleux les témoignages des retenu·e·s.

Alors iels font un cercle. Le troisième samedi de chaque mois, place de la Victoire. Pour dire qu'iels sont pas d'accord avec l'existence même des CRA, avec les conditions de rétention, dire leur soutien aux personnes enfermées et informer la population locale de l'existence de cette prison. Pourquoi un cercle de silence ? Cette formule aurait été lancée par les frères franciscains de Toulouse en 2007, un moyen non-violent de protester contre l'enfermement des sans-papiers [3]. Comme pas mal d'assos de cette mouvance, l'Observatoire s'y est mis également en mai 2009. Mais le silence du cercle n'est pas une règle d'or : souvent, ça parle quand même un peu, ça évoque les conditions actuelles d'enfermement.

Et y a les panneaux accrochés autour du cou, qui expriment le soutien, citent des articles de loi ou de la Constitution, posent des questions : « où est la grandeur d'un pays qui enferme des enfants ? » ; ou encore dénoncent simplement : « ni crime, ni délit ; 90 jours d'enfermement ». Il y a aussi des tracts, souvent inspirés d'articles de la Cimade, qu'un.e volontaire du groupe de vieux se dévoue pour aller distribuer. À midi, on remballe et (merci la Fontaine aux livres !) on stocke panneaux et affiches dans l'arrière-boutique jusqu'au cercle suivant. On vous y voit la prochaine fois ? C'est le troisième samedi du mois.

[1] La moyenne d'âge a fortement baissé avec l'arrivée d'un contingent de deux trentenaires.

[2] www.lacimade.org, page 29 du rapport. La Cimade est une association qui défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes en exprimant une solidarité active.

[3] Wikipédia, Cercle de silence

CAUCHEMARS

à Longjumeau LE RN DEBARQUE, LES ANTIFA REPLIQUENT

Petit récap de l'histoire. Le samedi 20 avril, le porte-parole du Rassemblement national (ex FN) Laurent Jacobelli tenait un meeting salle Bretten à Longjumeau. À l'occasion de sa visite, une manifestation "contre l'extrême droite" organisée par le 91GRA et Solidaires s'est tenue non loin de là sur la place du marché. Venu à la rencontre des manifestants, un élu de la majorité municipale (LR) a fait valoir ses arguments : "c'est la démocratie, on est tenu de fournir des salles dans le cadre des élections" nous dit-il comme pour dédouaner la mairie. Un habitant venu l'interpeller lui rétorque alors que la Ville est semble-t-il moins prompte à réagir lorsqu'il s'agit de fournir des salles ou des stades à des associations locales ou de dénoncer la banalisation d'un discours « contre les noirs et les arabes ». Contactés par le Petit ZPL, les services de la mairie justifient également le

prêt de la salle municipale par l'obligation faite aux collectivités locales d'accueillir les partis politiques dans le cadre de campagnes électorales. Si les communes peuvent en effet prêter leurs équipements, elles n'en ont cependant pas l'obligation, comme expliqué par le ministère de l'Intérieur dans sa réponse publiée au Journal officiel du Sénat du 13 mars 2014. Si le meeting a bien eu lieu, le rassemblement antifasciste a, quant à lui, mobilisé une quarantaine de personnes sur la place de la Victoire. Ces dernières ont fait entendre leur voix : « Siamo tutti antifascisti » (nous sommes tous tes antifascistes) ou « Pas de racistes à Longjumeau ! ». Bon certes, ça fait du bien de voir des gens qui ne s'habituent pas à la dédiabolisation du Rassemblement national, mais ça ne compense pas la masse de ceux qui s'y font.

SOUS LES NÉONS, LA TRAME

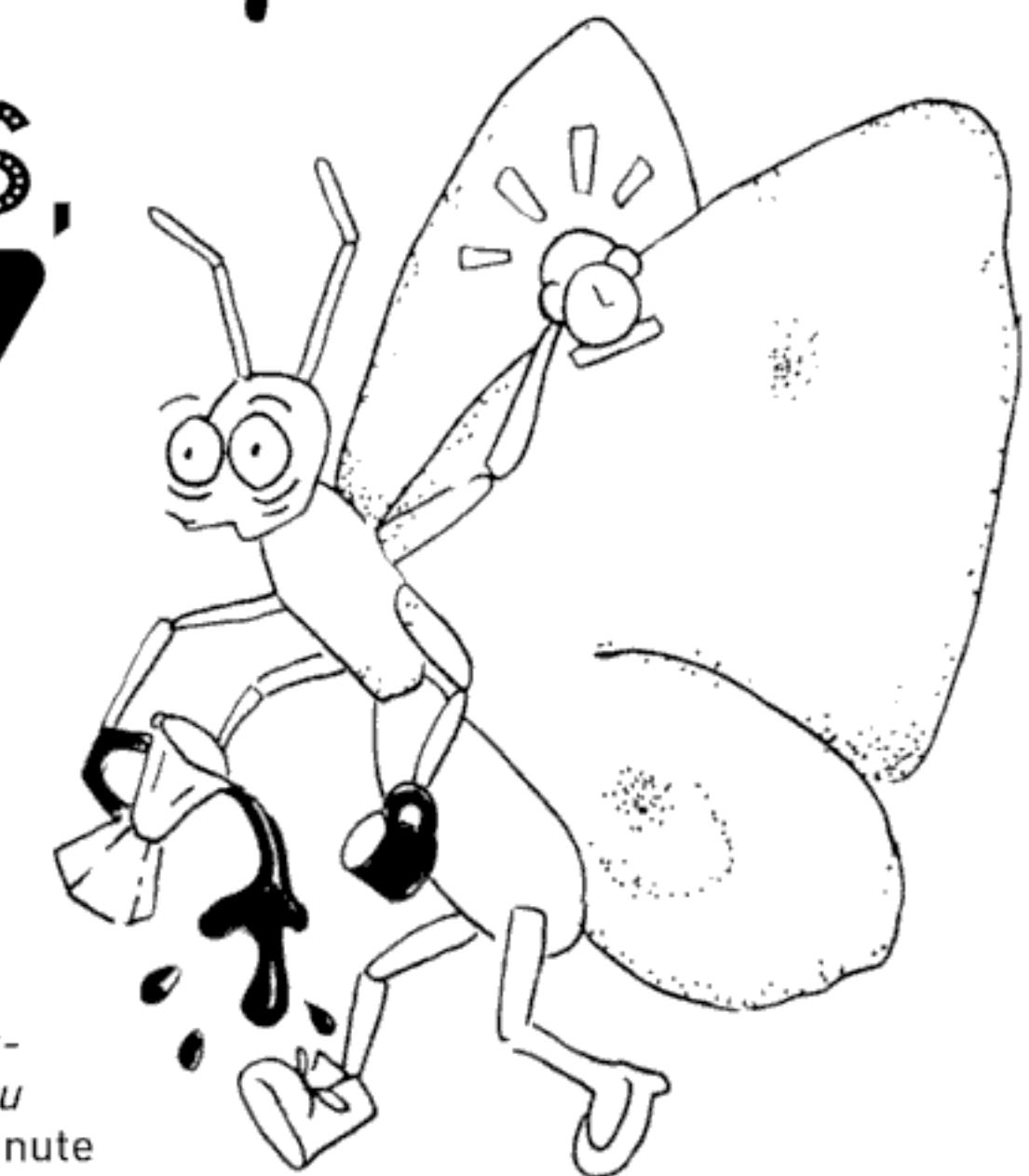
À l'occasion de la Fête de la Nature, l'Établissement public d'aménagement Paris-Saclay (EPAPS) a tenté, une fois de plus, de reverdir son image. Ce 24 mai 2024, les citoyens étaient invités à s'émerveiller en découvrant des espèces nocturnes. Oui, il tient à cœur au bétonneur officiel du plateau de préserver la faune sauvage. L'EPAPS, qui depuis 14 ans efface soigneusement sous le béton des centaines d'hectares de champs et milieux naturels, est ravi de vous présenter sa « trame noire ».

Une trame noire, kézako ? C'est un espace continu où l'obscurité est maintenue et permet, principalement, le déplacement des espèces nocturnes. Et des trames, il en existe de toutes les couleurs dans le lexique des bétonneurs : les noires pour l'obscurité, les vertes pour les continuités terrestres (bois, prairies, haies), les brunes pour la conservation des sols et les bleues pour les milieux aquatiques et humides (fleuves, rivières, étangs, tourbières). Elles sont censées annuler les effets négatifs des projets d'aménagement sur la biodiversité et favoriser les liens

entre les êtres vivants, leur permettre de se déplacer, s'alimenter, se reposer et se reproduire dans de bonnes conditions.

Selon l'EPAPS, la pollution lumineuse est « néfaste au bon fonctionnement écologique du Plateau de Saclay » (1). Minute Papillon ! Le fonctionnement du plateau, il était pas écologique avant que l'EPAPS n'arrive ? En fait, la trame noire (et les autres aussi, hein), c'est juste un milieu naturel qu'on a détruit puis que l'on vient, des années plus tard, saupoudrer de crapauds et autres dispositifs pour faire des articles, des photos et montrer combien tout ça est écolo !

Alors cette trame noire, c'est beau sur le papier car elle n'existe pas en réalité. À ce stade, l'EPAPS en est aux balbutiements avec une étude confiée à l'Institut Paris-région pour « interroger l'opportunité d'une telle mesure » en audiant des acteurs du plateau (villes, entreprises et organismes).



Moralité, avant on faisait des routes pour que les humains se déplacent au milieu de la nature, aujourd'hui on fait des routes pour que la nature se déplace au milieu des humains. D'ailleurs, si vous circulez sur le plateau, attention à ne pas écraser les grenouilles qui traversent, les pauvres elles ont loupé la bifurcation « trame bleue ». Tout ça avec le soutien officiel (et bienveillant) du Muséum d'Histoire naturelle qui n'en finit pas d'agrandir ses vitrines d'espèces disparues.

(1) Site de l'EPAPS, article « fête de la nature »



On a d'abord cru que c'était une blague. Le bruit courait dans la ville que la Fontaine aux livres allait inviter Nicolas Sarkozy pour une séance de dédicaces prévue le 3 avril. « Mais c'est pas un écrivain ! », comme a dit le libraire. Selon les informations recueillies les gérants n'étaient pas vraiment d'accord mais n'ont pas vraiment pu refuser pendant que l'maire n'a pas vraiment forcé mais un peu lourdement insisté. Précisons que le local occupé par la librairie appartient à la mairie.

Lasteyrigolo alors on a décidé d'en faire un requin d'avril. On a mis le local en mode aquarium le 1er avril pour faire croire que c'est chez nous que le caviar allait dédicacer un bouquin intitulé « le temps des aveux », couronné par le « Prix Zumé Innocent 2024 ». En mode poisson volant. On s'est marré comme des baleines.

Deux jours plus tard, on a nagé jusqu'à la flaque de la victoire. Force fut de constater qu'y avait pas grand monde dans le panier d'crabes. Y'avait que la police qui s'était déplacée en maquereau effectif. Une brochette de soutiens pas vraiment serré-es comme des sardines mais sapé-es en bleu marine. Un gratin d'opposant-es doté-es d'une meilleure mémoire que les poissons rouges, choqué-es par le fait qu'on ouvre l'écluse au surimi en examen.

Dès que Sarko est arrivé, un gigantesque « ouh » a surgi de la petite poulpe en colère. Une femme a rapidement harangué « en prison, en prison ! » devenu vite contagieux, suivi par un « on veut voir le bracelet ! On veut voir le bracelet ! ». Sarko ne s'est pas laissé perturber par l'embaras de l'anchois, il a fait comme la journaliste et le caméraman



de BFM. Comme une anguille, il a orienté son radeau loin des pires anars pour serrer les pinces de ses meilleurs homards qui frétillaient. C'est sur cette image que focalise BFM TV : à tribord toute, bâbord en angle mort. Du côté des opposant-es, on a vu qu'il aileron dorsal. Vingt mètres plus loin Lasteyrie barbotait, médusé, avec un air de poisson pilote à marée basse. Le Parisien immortalisera cette petite tempête locale dans un article hilarant (1). Vraisemblablement effrayé par les protestations fraîches comme des gardons, Sarko a fait acheminer son scaphandre dans

l'arrière-cour de la Fontaine aux livres pour repartir en soum-soum. Lasteyrie a crawlé à contre-courant dans l'autre sens. La Fontaine aux livres a bicrave* une p'tite centaine de bouquins et quelques cartouches d'ancre. Askip en rentrant chez lui, Sarkozy fredonnait « à la pêche aux foules foules foules, je n'veux plus y aller maman, les gens de Zopal pal pal veulent voir mon bracelet, maman ».

* voir lexique p.10

(1) En dédicace à Palaiseau, Nicolas Sarkozy attire fans et opposants - Le Parisien

Romanophobie locale : expulsions partout, inclusion nulle part

« On en reviendra tôt ou tard au début de notre histoire qui toujours se répète ». C'est ainsi que Le Petit ZPL #13 concluait l'article sur l'expulsion des bidonvilles rroms du Plateau de Saclay. Depuis, installées à Saulx-les-Chartreux, voici les familles rroms reparties en errance suite à leur expulsion, début novembre 2023 des deux bidonvilles du village. Pour ces familles, la trêve hivernale ne s'applique pas et aucune solution d'hébergement pérenne n'est jamais acceptée. Pourtant, le Collectif de soutien des Rroms du nord-Essonne et l'association « Système B, comme bidonville », spécialisée dans la sécurisation de l'habitat précaire, font des propositions. Comme un dispositif inclusif, dénommé « terrain d'hospitalité ». Il s'agirait de permettre aux familles qui le souhaitent de s'installer durablement sur des espaces accessibles et autorisés, un peu à la manière des aires d'accueil des Voyageurs. Quelques rares communes ont prêté l'oreille, dont Les Ulis, mais rien n'a abouti pour l'instant.

Alors, des familles roumaines sont retournées au Moulon, dans le périmètre de la commune d'Orsay. Après une demande d'expulsion à leur encontre, leur avocat a réussi à faire prolonger ce nouveau platz pour 3 mois, avec nouvelle demande de prolongement possible. Et depuis que le gros bidonville d'Antony a été détruit, suite à un incendie en février 2024 du monde afflué à Orsay. Pendant les JO, peut-on espérer un sursis pour ces familles ? Et au-delà des sursis provisoires et des expulsions répétées, à quel moment les élus de l'agglo vont-ils se retrousser les manches pour proposer une politique locale d'accueil respectueuse de la dignité humaine ?

ISRAËL COLONISE, CARREFOUR OPTIMISE

Suite de la p.1

D'une certaine manière, cette présence policière rejoint les interdictions qu'il y avait eu précédemment contre les premières manifestations de solidarité avec la Palestine et toute la répression qui a suivi. Nous étions à peu près 200, et un certain nombre d'associations sont intervenues. J'ai moi-même pris la parole au nom de l'UJFP.

Pouvez-vous nous dire ce que fait Carrefour en Palestine et en quoi l'entreprise est liée à l'État d'Israël ?

Carrefour est investi en Israël depuis mars 2022. Depuis cette date, l'entreprise française a notamment signé un contrat avec la société israélienne Electra Consumer et sa filiale Yenot Bitan. Cela a permis à Carrefour d'ouvrir 150 magasins en Israël, y compris dans les colonies israéliennes illégales. D'ailleurs, il faut noter que 2022 était une année où la répression contre les Palestiniens était particulièrement intense. [En 2022, 150 Palestiniens furent tués par les forces armées israéliennes, un bilan plus lourd encore que durant la répression de l'intifada de 2005 ndlr.]

De plus, un événement très important a eu lieu : Carrefour a décidé d'envoyer des colis aux soldats Israéliens qui participent au génocide des Palestiniens à Gaza. À la suite de ça, on a décidé d'intensifier un peu plus notre campagne de boycott contre cette entreprise.

C'est-à-dire, quel type d'actions avez-vous mené ?

Eh bien, on demande à Carrefour de se retirer d'Israël. Il y a déjà eu des succès à ce sujet. Par exemple la société Orange a décidé de se retirer totalement des colonies en Cisjordanie, où elle avait des antennes. Pareil pour Véolia qui a revendu toutes les parts d'actions qu'elle détenait dans des sociétés israéliennes. Cela a été obtenu grâce aux mobilisations de soutien avec la Palestine notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Il faut distinguer notre comportement en tant que consommateur, et le choix des cibles pour les campagnes de boycott. Mais aujourd'hui,

au vu de la répression que subissent les Palestiniens et du génocide en cours, il est clair que nous appelons au boycott total de tout ce qui vient d'Israël, issu des colonies ou non. Il y a également un autre cas de figure, celui des entreprises qui participent directement à la répression du peuple palestinien, sans être israéliennes. Je pense par exemple à la société HP (Hewlett-Packard), qui certes n'est pas israélienne mais qui fait du fichage informatique des Palestiniens et qui participe à la logistique de l'armée.

On a aussi obtenu une victoire contre Puma. Cette entreprise était en effet l'équipementier de l'équipe nationale israélienne de football. Nous avons mis en place une campagne très importante contre la marque. Puma a finalement décidé d'arrêter le partenariat, et ce, avant même le 7 octobre.

Vous incluez également votre combat dans le cadre de la campagne BDS France (Boycott Désinvestissement Sanction), pouvez-vous nous en dire plus ?

Oui on appelle en effet au boycott de plusieurs produits israéliens vendus en France comme les avocats, les mandarines, et tous les autres fruits et légumes cultivés là-bas. Il faut savoir qu'un certain nombre de ces produits sont volontairement mal étiquetés. Parfois certains sont présentés comme venant du Maroc alors qu'ils viennent en fait d'Israël.

Et donc c'est la même chose pour l'ensemble des produits Carrefour. C'est-à-dire que, même si l'entreprise se cache derrière plusieurs filiales comme Electra Consumer et Yayot Bitan, ce sont bien des produits estampillés Carrefour qui sont dans les étals de ces magasins implantés dans les

colonies illégales de Cisjordanie. Les sociétés franchisées permettent donc à Carrefour d'user de cet artifice juridique pour se cacher face aux protestations.

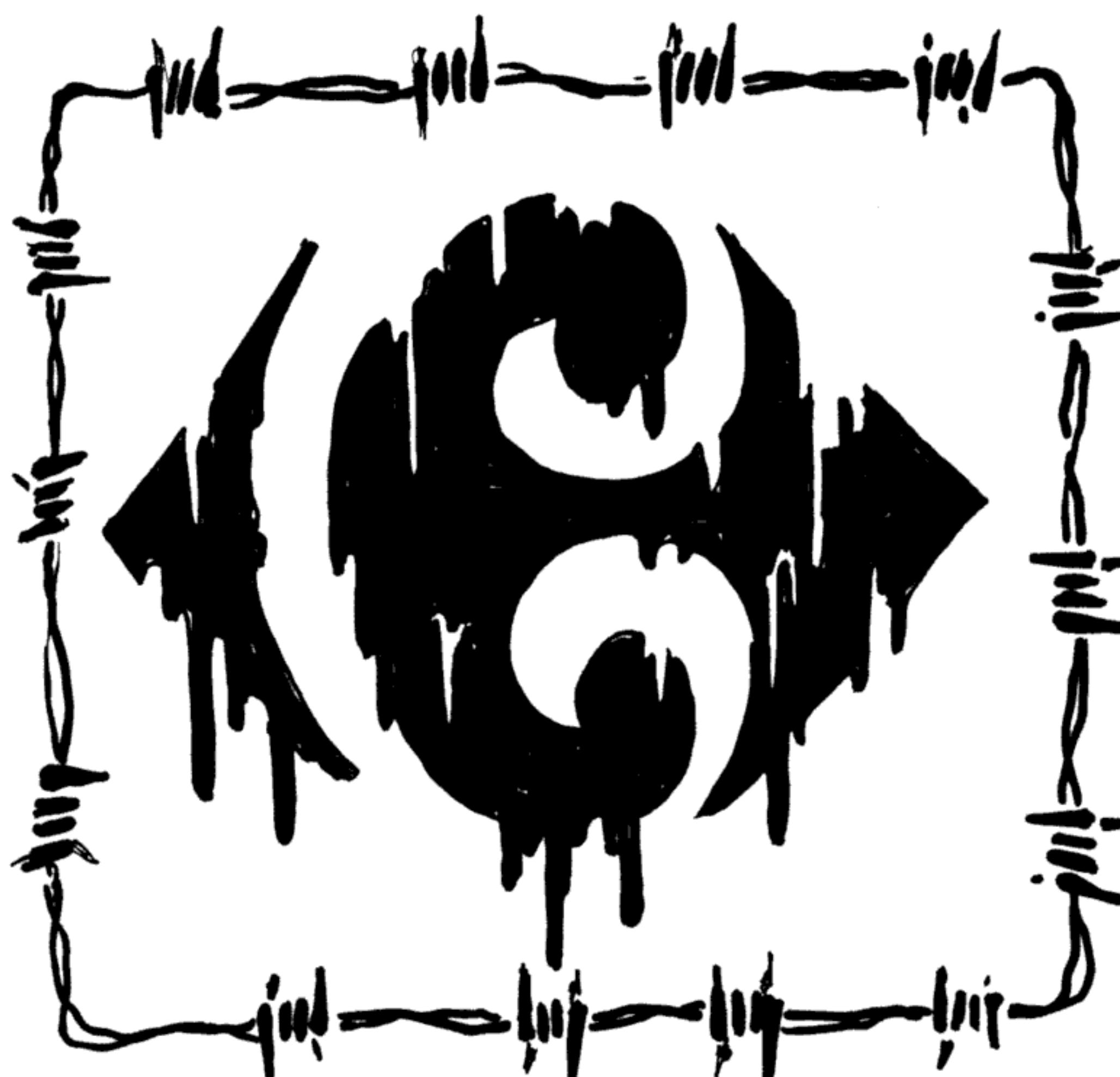
De manière plus personnelle, en quoi est-ce important pour vous de vous mobiliser contre Israël et sa politique coloniale ?

Je suis de famille, d'enfance et adolescence juives. Mon parcours est raconté dans le livre "Parcours de Juifs antisionistes en France" écrit par l'UJFP. Ma famille, juive alsacienne, a été, comme beaucoup de familles juives, victime du génocide nazi. Mon bilan du génocide nazi est "Plus jamais ça POUR TOUS" et pas seulement pour les Juifs. Pendant longtemps, je me suis intéressé à l'histoire juive sans éprouver le besoin d'adhérer à une association juive. Mon point de vue a changé depuis l'accession au pouvoir d'Ariel Sharon et le développement, au nom des Juifs du monde entier, d'une politique de plus en plus répressive contre le peuple autochtone palestinien. Cela m'a conduit à vouloir m'afficher en tant que Juif voulant contribuer à combattre cette politique. J'ai donc adhéré à l'UJFP vers 2003.

Aujourd'hui pour moi, et pour beaucoup d'autres Juifs dans le monde, le sionisme est le nom du colonialisme israélien. Un colonialisme de peuplement bien particulier qui conduit à la politique israélienne génocidaire et d'épuration ethnique d'aujourd'hui. Se déclarer antisioniste est non seulement un droit, mais un devoir. Le sionisme est non seulement catastrophique pour les Palestiniens, mais il attise aussi l'antisémitisme.

Depuis notre interview, plusieurs associations dont BDS France ont organisé un rassemblement aux docks Pullman, à Aubervilliers, à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires de Carrefour le 24 mai dernier. Interrogés par des militants sur la présence avérée de produits Carrefour dans les colonies illégales, Alexandre Bompard, PDG du groupe, a été contraint de sortir du silence. Ce dernier a remis la responsabilité sur le dos des franchises israéliennes.

Propos recueillis le 9 avril 2024
par Gabriel Gadré



PARTENARIATS DOUTEUX À L'ENS PARIS-SACLAY

« Boycott, désinvestir, sanction ». Scandé et affiché au balcon de l'ENS le 6 mai 2024, ce slogan résume quelques-unes des revendications du Comité de Soutien à la Palestine de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay (ENS). Crée dans le but d'appeler à la fin de l'offensive israélienne et des massacres à Gaza, le comité a entamé des négociations avec l'administration de l'établissement afin de solliciter une prise de position et de décisions de la part de la présidence.

L'enjeu ? Faire pression car l'ENS Paris-Saclay entretient une collaboration avec des multinationales impliquées dans le conflit. Thalès livre des systèmes de liaison de données radio et des transpondeurs* qui sont intégrés aux drones de l'armée israélienne. Elle est aussi partenaire de l'entreprise Safran qui exporte des composants intégrés aux systèmes anti-missiles Arrow 3 et d'une filiale du groupe Dassault, dont les logiciels sont utilisés par de nombreux industriels de l'armement israéliens (1).

Dans un premier temps, les mails demandant à l'ENS de se positionner clairement contre les massacres en cours et exigeant l'arrêt de partenariats avec des entreprises impliquées dans l'export d'armes et de composants vers Israël sont restés sans réponse.

Un premier rendez-vous avec la présidence est obtenu après une journée de mobilisation où des communiqués et des drapeaux palestiniens sont affichés dans l'école. Sans surprise, ils sont immédiatement arrachés, et même sur les panneaux d'affichage libre. À l'heure du déjeuner, des banderoles sont également suspendues aux balcons au-dessus du restaurant universitaire, pendant que des discours sont prononcés au mégaphone par des membres du comité.

Depuis, certains résultats positifs ont été obtenus. L'ENS Paris-Saclay a publié sur son site internet un communiqué officiel appelant au cessez-le-feu et à « la paix en Palestine », et ce à l'encontre des directives gouvernementales demandant une totale « neutralité ». Les négociations avec l'administration ont donné lieu à la création du CLAPS (Comité de Lutte Antiraciste pour la Paix et la Solidarité), une association de lutte contre le racisme, le (néo)colonialisme et de soutien aux PoC (People of Color), minorités religieuses et spirituelles. Des stands de sensibilisation doivent être tenus pendant les oraux de l'ENS, des ateliers anti-discriminations organisés lors de l'intégration à la rentrée prochaine. Un projet de conférences à l'ENS est également sur les rails.

Cependant, ces avancées ne doivent pas masquer le travail conséquent

qu'il reste à accomplir. Une charte des partenariats de l'ENS doit être créée, mais l'administration a refusé de prendre des décisions urgentes sur ce point pourtant crucial ; le changement de présidence de l'Université Paris-Saclay a par ailleurs ralenti cette lutte contre les partenariats problématiques [voir page 9]. Le communiqué publié par l'école reste édulcoré : des termes clés comme « génocide » (2) ou « colonisation » ont été censurés.

Enfin, certaines retombées inquiétantes sont à prendre au sérieux. Ainsi, des remarques à caractère raciste et menaçant ont été proférées par certains membres du corps enseignant envers des élèves engagés.

Malgré ce climat de répression, développer le lien inter-écoles sur le plateau et prêter main forte aux mouvements étudiants parisiens, ainsi qu'encourager le boycott des entreprises venant en aide à Israël, est plus que jamais un enjeu de vie ou de mort pour les Palestiniens.

* voir lexique p.10

1. Voir à ce sujet le Guide des entreprises françaises d'armement complices d'Israël sur padlet.com/stoparmingisraelfrance

2. Les organisations internationales pointent « un risque de génocide » ndlr



Les Marnières :

micro-ferme, méga com'



(Ça va vous apprendre les bonnes Marnières)

Alors que les agriculteurices du plateau souffrent de la pression immobilière engendrée par l'opération d'intérêt national Paris-Saclay, la ville de Palaiseau installe une ferme de quatre hectares sur le plateau. Il s'agirait de fournir les cantines municipales, favoriser les circuits courts, accueillir des scolaires, bref un vaste programme pour une petite surface et deux porteurs de projet. « Projet-phare » du maire de Palaiseau et président de l'agglo, qu'en penser alors que cette parcelle était déjà cultivée par un agri du coin et qu'une partie sera artificialisée pour la construction de bâtiments ?

En premier lieu, précisons que la ferme ne représente qu'un bout d'un plus vaste projet. Sur cette parcelle de plus de 17 hectares (jusqu'à récemment cultivée par M. Laureau, ferme de la Martinière), sept hectares iront à l'INRA pour ses expérimentations, en compensation des 66 perdus suite à l'aménagement du secteur du Moulon [1]. Six hectares sont mis à la disposition de la Société du Grand Paris (SGP) qui a l'obligation de remplacer le bois de Polytechnique, rasé pour la construction du centre de maintenance de la ligne 18. Des arbres y seront plantés et les terres définitivement perdues pour l'agriculture.

Construire une ferme et encore bétonner ?

Afin de réaliser cette opération, il a fallu réviser le Plan local d'urbanisme pour changer le zonage (la vocation de la parcelle). C'est-à-dire passer la parcelle d'espace naturel de loisirs (NL) en naturelle à vocation agricole (NA). Comme le prévoit la loi, une enquête publique a eu lieu [2]. Parmi les onze observations déposées, plusieurs remarques portent sur l'augmentation de l'emprise au sol autorisée par ce nouveau zonage. En gros, il est désormais permis de construire sur 30% de la parcelle contre 10% avant. Or, cela ne se justifie pas au regard des trois projets : une micro-ferme, un boisement et un terrain expérimental. Pas au top, la protection des terres.

Ensuite, aucune réunion publique n'a été proposée à la population qui a été informée* du projet par le magazine municipal (juillet 2023), mais pas de l'enquête publique. Dans le rapport du commissaire enquêteur, les six associations participantes estiment ne pas avoir été assez associées au projet. Elles notent également que ni les associations locales expertes (comme Triangle vert ou Terre et cité) ni les élu.es de la minorité n'ont été consultés. En revanche, une étude de faisabilité a été confiée, pour 110 000 euros*, à un bureau d'étude « Cultures et compagnie », dont les dirigeant·es sont, sans surprise, diplômé·es d'écoles de management ou de commerce. Rien à voir avec le métier de la terre. Bon, pour la caution technique*, un maraîcher a quand même été associé à l'étude.

La ferme à papa : des objectifs à la pelle

Sur les quatre hectares dédiés à la ferme une foultitude d'objectifs sont avancés par la com' municipale [3]. Ainsi, il s'agit tout à la fois* d'*« affirmer les valeurs écologiques et de nature en ville », « de préserver la biodiversité », « proposer un projet pédagogique intergénérationnel et inclusif »*, mais aussi de *« favoriser l'installation d'exploitants agricoles »* et même de *« renforcer la résilience alimentaire de la commune »*. Pour M. Rimbert, trésorier des Jardins de Cocagne de l'abbaye de Limon « nous n'avons pas candidaté car les objectifs étaient trop nombreux pour un seul projet ». Anthony, un des participants au webinaire de présentation, s'inquiète lui-aussi d'un projet « qui paraît difficile pour une personne seule ».



De plus, la construction de bâtiments et parkings est prévue sur environ 5000 m². Autrement dit, c'est un demi-hectare de plus perdu pour l'agriculture. D'autres sites ont-ils été envisagés pour installer ces bâtiments ? A priori, non, selon la synthèse du Commissaire enquêteur. Au Petit ZPL, on se dit que ça aurait été une belle idée pour sauver la ferme des Granges mais on n'a pas été consulté.

Ainsi, sur le plateau de Saclay qui, depuis 2016 et l'opération Blanc-Sarkozy*, a déjà payé un lourd tribu au béton [13] chaque hectare compte. Or, le bilan des projets sur cette parcelle de 17 hectares laisse dubitative. Sept sont perdus pour le boisement, un demi pour des bâtiments à quoi s'ajoute la possibilité de construire plus.

L'approche municipale ressemble donc bien plus à une opération de com' d'un maire bétonneur [14] qu'à une politique volontariste pour la résilience alimentaire qui exige une approche globale sur le territoire et sur le long terme. Soit bien plus que la création d'une micro-ferme toute bio et pédago* qu'elle soit.

Sabrina Belbachir

* voir lexique p.10

[1] En 2012, l'INRA disposait de 90 ha de terres expérimentales et à certaines périodes, jusqu'à 96. Aujourd'hui, cette surface a été rabotée* à 24 ha.

[2] Du 12 juin au 12 juillet 2023

[3] L'énoncé de ces objectifs diverge selon le public ciblé : la population ou financeurs potentiels. Dans cet article, nous traitons les objectifs tels que présentés dans la fiche d'intention « Leader » - programme de financement européen géré localement- soumis par la municipalité pour le financement des bâtiments de la ferme

[4] Pal'mag de juillet 2023, p.14

[5] Idem

[6] Contactées par la rédac, Mme Person, élue à la transition écologique, et la chargée de projet au même objet n'ont pas répondu à nos questions.

[7] Voir Infolettre de Cépal, octobre 2023

[8] Voir ville-palaiseau.fr

[9] Ce concept désigne la capacité d'un territoire à garantir la sécurité alimentaire de ses habitants, dans un contexte de perturbations multiples et imprévisibles.

[10] Greniers d'abondance, dans sa synthèse « Pour une résilience alimentaire »

[11] crater.resiliencealimentaire.org

[12] Dans le jargon, on appelle ça le ZAN soit zéro artificialisation nette, c'est un dispositif national censé protéger les sols du béton.

[13] Environ 250 hectares rien que sur la commune de Palaiseau.

[14] Grand défenseur du campus Paris-Saclay et de la ligne 18 (dont la partie Ouest), Lasteyrie siège à l'Établissement d'aménagement du plateau dont il adoube les projets. Il prévoit par ailleurs un nouveau quartier au niveau de la Croix de Villebois (OAP-Plateau dans le PLU)

Production, pédagogie et résilience

Côté production, l'objectif de « vente directe, fournir les cantines scolaires ainsi que les professionnels du secteur (restaurants, épiceries, artisans, fleuristes) » [4] est-il réaliste ? D'abord, la répartition des surfaces entre les deux lauréats [5] n'est à ce jour pas communiquée [6]. On ne connaît pas non plus la répartition des surfaces entre safran, fleurs coupées et légumes.

Interrogé sur la capacité de production de la ferme des Marnières, M. Rimbert répond « je dirais, au doigt mouillé, car ne connaissant pas la répartition de surface entre les deux porteurs de projet, le jardin pédagogique et les bâtiments, un potentiel maximum de 150 à 200 paniers/semaine en pleine saison ». Ce que nous confirmé, Tenneguy Pichon, chargé de développement agricole et partenariat au Groupement des agriculteurs bio d'Île-de-France : « en maraîchage bio classique, sur un hectare, on peut produire un panier hebdomadaire pour environ 50 familles, mais tout dépend de ce que l'on veut produire ». La production maraîchère restera donc anecdotique à l'échelle de la ville surtout si

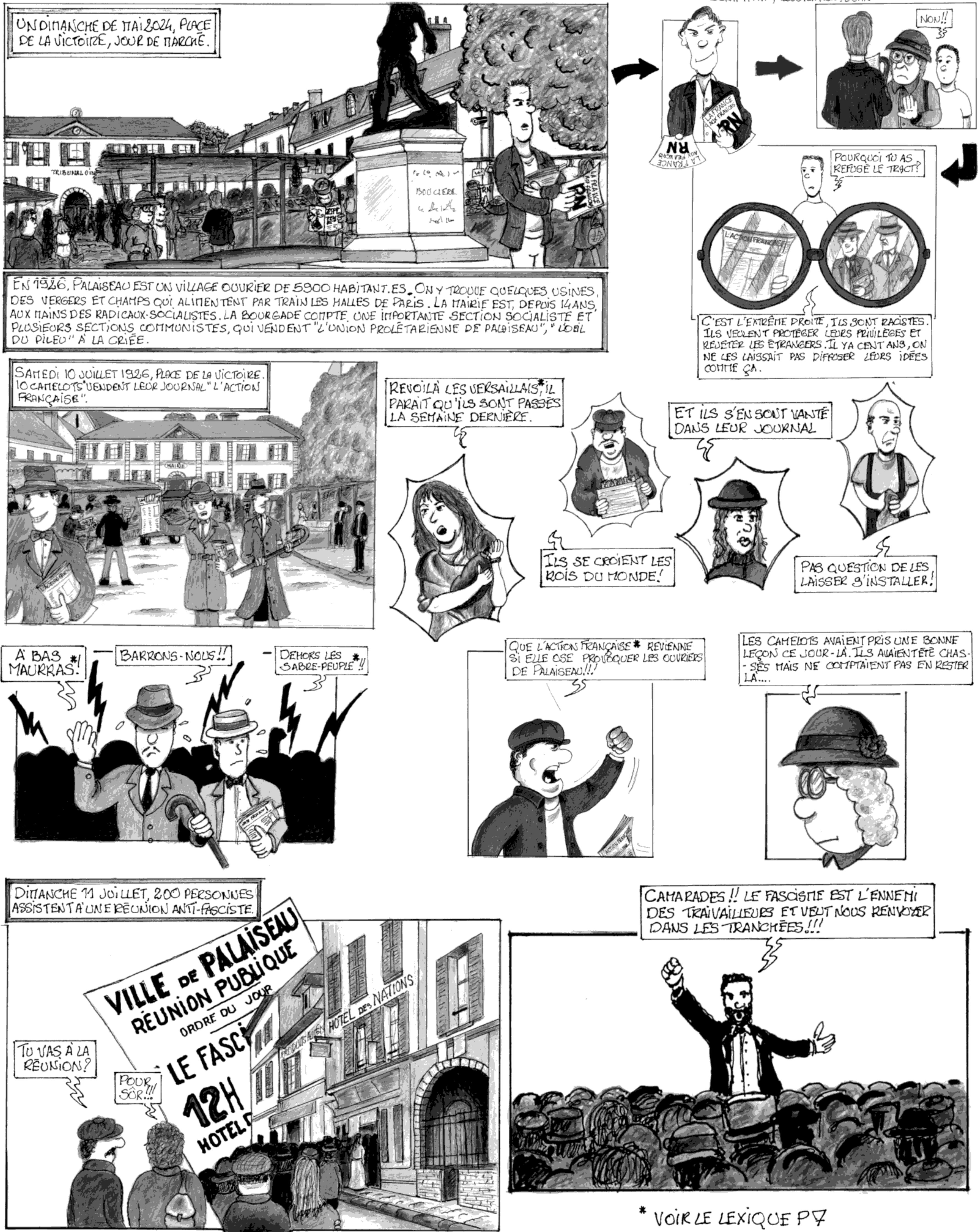
la production de « safran [occupe] une place prépondérante » [7]. Pour approvisionner les cantines scolaires, un axe fort de la com' officielle [8], on repassera.

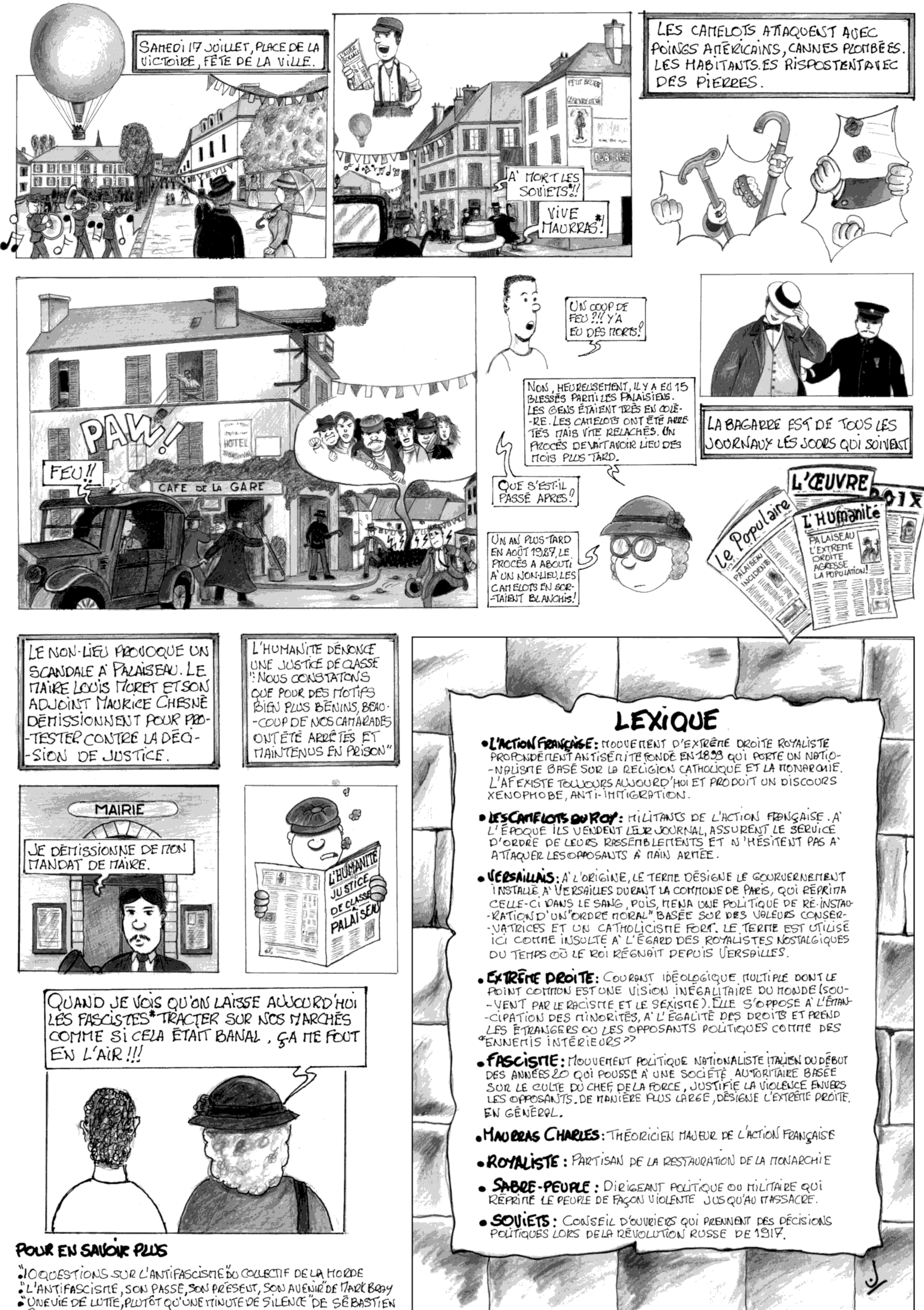
Ainsi, ce projet censé « renforcer la résilience alimentaire » [9] de la commune ne touchera qu'une infime partie de la population. Selon différentes sources, le renforcement de la résilience alimentaire nécessite « un ensemble cohérent d'actions à mettre en œuvre » [10]. C'est une démarche globale qui comprend notamment l'installation d'agriculteurices, la diversification des variétés, l'autonomie en semences, l'économie d'énergie et d'eau mais également la préservation des terres agricoles. Pour Palaiseau, le diagnostic alimentaire de « crater » [11], un outil développé par l'association Les greniers d'abondance, est sans équivoque : surface agricole par habitant trop faible, objectif de préservation des terres [12] non atteint sur la période 2013-2018 et enfin dépendance très marquée aux pesticides. Aux Marnières, le projet de ferme n'est pas le résultat d'une réflexion sur le devenir de l'agriculture sur l'ensemble de l'agglo dont le maire de Palaiseau est par ailleurs président.

SOUVENIRS DE L'ANTI-FASCISME PALAISEIEN

SOUVENT OUBLIÉS DE L'HISTOIRE INSTITUTIONNELLE DE PALAISEAU, CERTAINS ÉVÉNEMENTS COMME CEUX DE JUILLET 1926 TÉMOIGNENT D'UNE GRANDE RICHESSE MILITANTE ET ANTI-FASCISTE. EN SE PLONGEANT DANS LES ARCHIVES À LA BNF OU À CHATILLON POUR L'ESSORNE, ON SE REND COMPTE DE TOUT CE QU'ON A OMIS DE NOUS DIRE SUR LES MOBILISATIONS PALAISEIENNES DU SIÈCLE DERNIER. L'HISTOIRE QUE VOUS ALLEZ LIRE EST ENTièrement TIRÉE D'UNE SÉRIE D'ARTICLE DE PRESSE PUBLIÉS ENTRE 1926 ET 1927. (CONSULTABLE SUR NOTRE SITE : LE PETIT ZPL.ZPL.ZONE)

SCRIPT: A.P., ILLUSTRATION: JOHN





UPE2A BEAUCOUP DE LETTRES ET PEU DE MOYENS

UPE2A, encore un sigle incompréhensible ! Mais ce qui se cache derrière, c'est un beau principe beau. UPE2A comme Unité pédagogique pour élèves allophones* nouvellement arrivés. En clair, il s'agit d'organiser l'accueil et la scolarisation des jeunes qui viennent d'arriver en France et qui ne parlent pas encore français. Le Code de l'éducation justifie cet accueil de manière vraiment classieuse : « *L'éducation est la première priorité nationale*. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants. [...] Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive* de tous les enfants, sans aucune distinction* », y compris de nationalité. Bon alors évidemment, s'il fallait tout faire comme dans les textes et accueillir décentement tout le monde, on ne s'en sortirait pas... En Essonne, deuxième département d'accueil de France, les professeurs d'UPE2A ont de plus en plus de difficultés à exercer leur métier.

Des conditions de travail dégradées

D'abord, leur travail est très engageant et déborde souvent leur mission officielle. Ainsi, les profs deviennent tour à tour assistante sociale, psychologue, spécialiste en démarches administratives, travailleur-se social-e, etc. C'est un peu normal parce qu'ils sont les principaux interlocuteur-ices des élèves mais c'est aussi le résultat du désengagement de l'institution : peu de moments d'échange et de travail en équipe, ressources insuffisantes (pas ou peu de formations, de postes d'assistante sociale, d'outils juridiques pour les familles, etc). En fait, les enseignant-es sont en première ligne, sans aucun relais pour les aider.

Pire, leur travail est compliqué par des décisions complètement délirantes. Jusque-là, à leur arrivée, les familles étaient reçues par une cellule d'accueil. Il s'agissait de rencontrer l'élève et d'évaluer son niveau pour le scolariser dans l'unité UPE2A la plus pertinente au vu de ses besoins. C'était pas satisfaisant, on est d'accord, il y avait des délais, on est d'accord. Mais au niveau collège, ce dispositif, sous prétexte

qu'il fonctionnait mal, a été purement et simplement supprimé par la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) du 91... sans aucune solution satisfaisante à la place. Maintenant, l'accueil est pris en charge dans l'établissement de rattachement. Le problème, c'est qu'aucun créneau n'est dédié à ça dans l'emploi du temps. Donc évidemment, c'est fait à l'arrache et pas toujours par des spécialistes.

La fabrique de la déscolarisation

Plus généralement, l'accueil des UPE2A s'est considérablement dégradé ces dernières années. Au départ, le principe est simple : les élèves sont progressivement intégrés dans une classe de leur niveau. En pratique, ils suivent un cours de français en UPE2A et une partie seulement des matières. L'objectif est qu'ils rejoignent le parcours classique au bout d'un an. Pour qu'un-e élève puisse être scolarisé-e, il lui faut donc à la fois une place dans le dispositif UPE2A d'un établissement et dans une classe classique de ce même établissement. Et c'est là que le bât blesse.

EST-IL VRAI, COMME LE DIT LASTEYRIE, QUE LA REGION FINANCE, EN MASSE, LES LYCEES PUBLICS ?



Fort en com' mais avare en vérité, notre bon vieux Grégoire de Lasteyrie semble avoir une bonne marge de progression question comptabilité et budget des lycées publics.

Tout sourire face caméras [1], l'édile nous apprend que la majorité de droite portée par Valérie Pécresse au Conseil régional aurait fait grimper les dotations aux lycées publics d'Île-de-France à 1 milliard d'euros chaque année, là où la précédente mandature de gauche « ne dépensait péniblement [que] 350 millions d'euros » misquine.

Askip, les bons samaritains de la droite francilienne auraient ainsi permis la construction de « 8 lycées neufs », « la rénovation de 60 établissements », et « la création de 12 brigades de sécurité ». C'est beau le socialisme à visage lycéen. Le problème c'est que le camarade Grégoire omet quelques petits détails dans son fichier Excel.

Les budgets augmentent peu, les élèves, beaucoup

Premièrement, il conviendrait de regarder le budget total divisé par le nombre d'élèves. Selon Céline Malaisé, élue minoritaire au Conseil régional

d'Île-de-France, on est en fait sur une baisse « d'au moins 20 euros » par élève.

En effet, « dans ce budget, ils ne tiennent pas compte de la hausse démographique phénoménale en Île-de-France, ni de l'inflation qu'ils n'ont pas compensée en 2023 », témoigne Yannick, secrétaire départemental de la CGT éducation 91. Professeur d'Histoire-géographie, Yannick est mandaté au Conseil inter académiques Île-de-France, instance régionale où est voté un avis sur les dotations générales de fonctionnement des lycées.

Pour l'année 2023, le Conseil régional a en effet estimé le niveau de l'inflation à 4%. Pourtant, celui-ci grimpe à 8,5 % pour les fournitures scolaires selon une enquête de la DGCCRF [2]. On prend les chiffres qui nous arrangeant n'est-ce pas ?

Enfumage par les chiffres

« C'est vraiment des truands en termes de communication » appuie Yannick. En effet, il y a deux ans, la Région avait communiqué sur un budget à la hausse en omettant de dire que 40 millions d'euros avaient été récupérés sur les fonds de réserve des lycées (fonds constitué du budget non dépensé les années antérieures) [3].

Dans le 91, les classes sont déjà pleines à craquer et ne peuvent pas accueillir les UPE2A. Certains élèves restent plusieurs mois sans affectation et sans qu'aucun délai ne leur soit donné. « *J'ai dû attendre 7 mois sans aller en classe. C'est long quand on a rien à faire chez soi* » explique un élève. Le rectorat refuse de donner un chiffre officiel mais les profs estiment à 400 le nombre d'élèves UPE2A non scolarisés (200 au collège, 200 au lycée). Vous reprendrez bien encore un peu de déni ?

En tout cas, l'institution scolaire vient précariser des élèves pour qui arrivée en France rime avec déscolarisation. Une jeune fille afghane témoigne : « *finalement, c'est comme de là où je viens, il n'y a pas de place à l'école pour moi* ». C'est en fait à tous les passages importants de la scolarité que les élèves UP2A risquent le plus d'être déscolarisé-es.

Le changement de niveau de la 3ème à la 2nde est ainsi particulièrement problématique. L'algorithme Affelnet, censé affecter au mieux les élèves, les considère comme « *public spécifique* ».

Ils ont donc un barème particulier, défavorable pour le passage en lycée professionnel, et favorable pour un passage en CAP. Déjà, ce barème est discutable pour ce profil d'élève dont le problème principal est la langue et qui progresse très rapidement. Pourquoi les mettre sur des rails dont ils auront du mal à sortir ? Mais surtout le nombre de places en CAP est là encore extrêmement réduit. On est donc devant des élèves qui sont avantagés pour aller dans une filière bouchée, génial ! Un professeur d'UPE2A explique : « *parfois, je les pousse à faire une seconde générale. Même si c'est casse-gueule pour eux, même si c'est pas vraiment leur projet d'orientation, mais au moins, ils ont une place. C'est consternant d'en arriver là.* »

En l'état, le manque de moyens produit des situations d'une extrême violence et une rupture d'égalité entre les jeunes en classes UPE2A et les autres élèves. « *Tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser* » mais dans le 91 c'est seulement s'ils parlent français.

S.
* voir lexique p.10

Résultat après calcul : « *ils nous ont pris 15 millions sur les budgets totaux* » résume Yannick. De plus, « *dans une région où tu as une démographie galopante, dire que le budget a augmenté, ça ne veut rien dire ! Si on se penche sur l'Essonne, le département prend en moyenne 100 élèves en plus par an dans les lycées, donc de toute façon ils ne suivent pas la hausse démographique.* » En gros, la Région met en comparaison des chiffres sans les rapporter à la population scolaire.

Et on ne compte pas non plus le gonflement artificiel des dotations par des missions autrefois non prises en charge par les régions. En effet, « *tout ce qui est sécurité passe maintenant dans le budget des lycées* », témoigne Yannick. Un budget sécurité estimé à pas moins de « *145 millions d'euros* », depuis 2016 pour les lycées privés et publics comme indiqué sur le site de la Région [4]. Il fallait le faire de confondre des stylos avec des caméras de surveillance ! Lasteyrie n'a pas hésité !

- [1] Page Instagram de Lasteyrie
- [2] Enquête de la DGCCRF du 8/09/2023 sur les prix des fournitures scolaires
- [3] BondyBlog. Région Île-de-France : les coups de pouce aux lycées privés ne passent pas
- [4] Région Île-de-France : Les Brigades régionales de sécurité seront doublées dans les lycées franciliens

L'UPS EN PLS* : ÉLECTIONS À L'UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY, L'UNIVERSITÉ EN SURSIS

Ces derniers temps s'est joué à l'université Paris-Saclay (UPS) une série passionnante dont les épisodes à rebondissements ont tenu en haleine le monde universitaire métropolitain. Et pour cause, c'est que « la démocratie universitaire se joue à l'université Paris-Saclay » (1), plus grande université d'Europe (2). Le coup autoritaire mené par la présidente sortante, qui voulait prendre les pleins pouvoirs, a été momentanément déjoué par les syndicats qui ont réussi à défendre la démocratie électorale.

Épisode 1 / Élection surprise à l'univ'

Le 2 février 2024, le résultat des élections des représentants du personnel et des étudiants est cinglant pour la présidente sortante, Estelle Iacona, par ailleurs candidate à sa propre succession (3). Elle n'obtient que 4 sièges sur les 14 réservés aux élus au Conseil d'Administration (CA). Semblant assurée d'être reconduite à son poste, cette dernière s'était même félicitée d'une « belle réussite », si si ! Dans un communiqué de presse commun, les trois autres listes candidates estiment que ce vote « [marque] un clair rejet du bilan et du projet de l'équipe de la présidence sortante » (4). Le projet rejeté « proposait une sortie précipitée et brutale de l'établissement expérimental, et la transformation en Grand Établissement au 1er janvier 2025 » (5). Selon M. Keller, physicien et élu sur la liste UHDE, « un Grand établissement est une coquille vide qui permet de se doter des statuts que l'on veut, en choisissant le pourcentage des voix au CA par exemple. C'est un projet d'ampleur, une rupture énorme » (voir infographie).

Les enjeux de l'élection à UPS Un cas d'école

Il se dessine, lentement mais sûrement dans les universités françaises, une tendance managériale où l'idéologie semble être d'en finir avec la démocratie et la science désintéressée (7). Systématiquement les conseils d'élus, choisis par les personnels, sont affaiblis dans les Conseils d'administration (8). À Paris-Saclay, c'est ce qui était prévu.

À l'origine, quand c'était Paris-Sud, un Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), le Conseil d'administration (CA) était composé à 75% d'élus. Puis pour la phase expérimentale (EPE), la part des élus a été ramenée à 50%. Le reste des voix au CA revient, tenez-vous bien, à la fameuse liste de « Personnalités qualifiées extérieures ». Ces personnalités ne sont pas élues mais cooptées par un Comité de direction élargi dont fait partie le ou la président·e en poste (9). Elles pèsent lourd dans les choix de l'établissement et notamment pour l'élection du ou de la présidente. Le choix de ces personnalités est crucial car elles ont voix au chapitre pour l'orientation des recherches, les choix pédagogiques et les positionnements politiques des établissements. D'où la crispation actuelle.

Si on prend la liste retoquée le 9 février, on comprend la frilosité des syndicats : des plutôt ex-chercheurs gestionnaires, des représentants de multinationales comme Nokia, Stellantis, Safran Tech, Air Liquide, Thalès, voire même Justine Coutard, directrice de l'aéroport d'Orly et ancienne directrice de cabinet de Gérald Darmanin. Admettons que si on opte plutôt pour des représentant·es d'assos sur le climat, l'anti-racisme ou l'anti-séisme, ben c'est plus la même université.

Université ou Grand établissement, my dear ?

En plus des attaques sur la démocratie, le statut de Grand établissement, qui rejette fermement la communauté universitaire, « permet également de déroger à certaines règles prévues pour les universités dans le Code de l'éducation » explique M. Keller. Parmi les dérogations possibles, celle de délivrer des diplômes non reconnus par le Code de l'éducation. C'est le cas des DU, diplômes

Épisode 2 / Le blocage ! (c'est mal)

À ce stade, les nouveaux élus doivent désigner 18 « personnalités qualifiées extérieures » (PQE) qui viendront compléter le Conseil d'administration. Le 9 février, la liste proposée par l'équipe sortante est rejetée. Dans un courriel adressé le 13 février à la communauté universitaire, Mme Iacona dénonce « un blocage » de l'université et exprime son incompréhension du rejet d'une liste établie en raison de « la qualité des personnalités » et « de manière indépendante ». Côté syndicats, c'est justement le mode de désignation de ces personnalités qui est refusé. « On a voté contre [cette liste] par principe, pour revendiquer que les personnalités extérieures soient nommées au prorata des votes obtenus mais les négociations n'ont pas abouti » confie M. Keller. Dans le cas présent, les listes soutenues par les syndicats revendiquaient de nommer 10 personnalités sur les 18.

Épisode 3 / On remet ça

Le 28 février rebote. La liste des personnalités est retoquée. Le front des trois listes persiste dans sa critique et demande que les nominations se fassent au prorata des votes.

Épisode 4 / Médiation

Le 1er mars, Camille Galap, est nommée administrateur provisoire (6). Sa mission : débloquer la situation et faire valider une liste de personnalités, condition nécessaire pour organiser l'élection d'un·e président·e. Le 28 mars, un accord est trouvé sur une liste composée de six personnalités choisies par les élus. On va enfin pouvoir passer aux choses sérieuses.

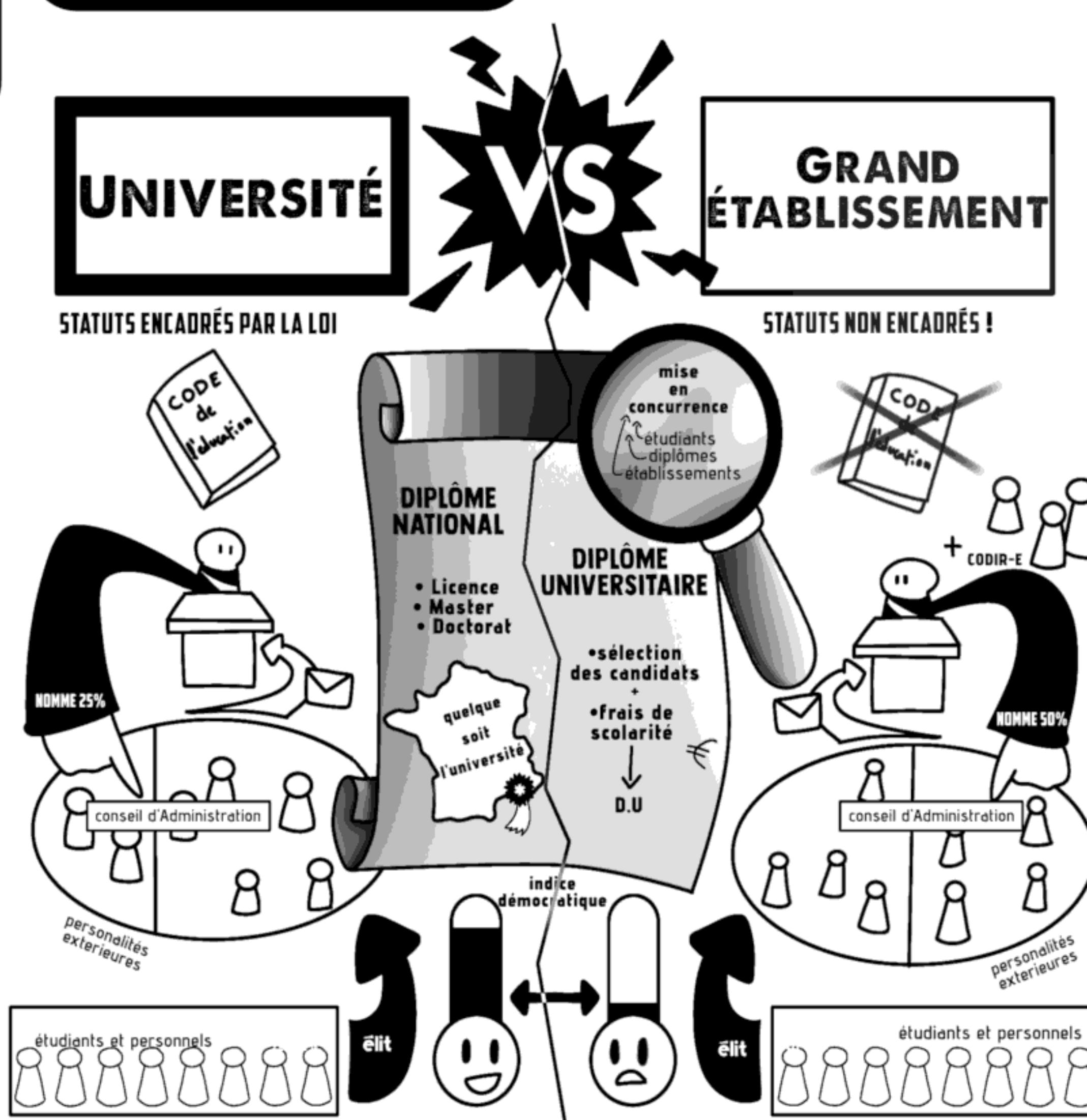
Épisode 5 / Élection présidentielle

Alors que tout semblait en ordre, patatas ! Le 30 mars, aucun des deux candidats ne gagne malgré trois tours de vote. La présidente sortante n'obtient pas plus de 14 voix à chaque tour. Yves Bernard, proposé par les justes élus·es, en a 18 au premier tour. Dommage, il en fallait 19 pour gagner ! Et ça repart pour un tour.

Épisode 6 / Fin ?

Dernière échéance le 11 juin pour un nouveau scrutin présidentiel. Entre-temps, l'administrateur provisoire, M. Galap a démissionné puis officialisé sa candidature. Mme Iacona a renoncé et M. Bernard confirmé qu'il se représentait. Surprise, M. Souhil Megherbi, actuel président de la commission de la recherche, entre en jeu.

Finalement, c'est M. Galap, Macron-compatible, qui remporte l'élection après le revirement d'un des syndicats. Déception dans les rangs des personnels mais satisfaction également car « tout le monde a aujourd'hui compris que les statuts de notre université étaient mauvais » conclut une représentante syndicale.



* Position latérale de sécurité, voir lexique p.10

(1) academia.hypotheses.org

(2) En nombre d'étudiant·es. L'établissement Paris-Saclay est composé des 5 facultés de l'université Paris-Sud, de l'école universitaire d'ingénieurs, 4 grandes écoles, 3 IUT, 2 universités intégrées et 7 organismes nationaux de recherche.

(3) Quatre listes se sont présentées. Voici le nombre de sièges obtenus au CA : 4 pour la liste soutenant Estelle Iacona, 6 pour la liste Pour une Université Humaniste, Démocratique et Humaniste, 2 pour l'université Paris Saclay à cœur et pour SNPTE UNSA 2 également.

(4) Publipostage de la liste UHDE après la publication des résultats.

(5) Communiqué de presse du 5 février 2024 des trois « autres » listes

(6) Ex-recteur de l'académie de Guadeloupe, professeur des universités et ex-président de l'université du Havre.

(7) C'est un peu comme ce qui s'est passé dans les hôpitaux, désormais gérés par un directeur administratif tout puissant.

(8) La représentativité des élues et PQE est un choix fait dans les statuts. À l'université Gustave Eiffel, c'est pas moins de 43%.

(9) L'équipe sortante a donc tout le loisir de choisir des personnalités favorables à son programme et qui votera comme il faut.

Sabrina BELBACHIR

UN BEAU SONDAJE D'OPINION

Suite de la p.1

Histoire d'un sondage truqué financé par la municipalité de Palaiseau

Ensuite, les personnes interrogées sont transformées en « Habitants », en « Palaisiens », en « Résidents ». Voilà un glissement rédactionnel trompeur. Écrire que « 64 % des habitants estiment que les engagements de la municipalité ont été tenus depuis l'élection de mars 2020 » est faux.

Lorsque le Pôle Mag nous parle de « plus de 60 % des résidents conquis », au lieu de personnes interrogées, le magazine vend un succès invérifiable. Remixé par Lasteyrie, ça donne « vous êtes déjà plus de 60% à être favorables à notre nouveau centre-ville ».

Enfin, le mode de présentation des résultats pose un problème de forme : c'est grossièrement tendancieux. À l'IFOP comme au service com' de la mairie, on opte pour une agglomération des pourcentages permettant d'accentuer les taux de satisfaction. Ça saute aux yeux sur quatre questions, en voici deux exemples :

- le Pal'mag affirme que « 68% des Palaisiens pensent que la municipalité utilise bien l'argent des impôts locaux ». Or, ces 68% amalgament un petit 13% de sondés qui pensent qu'elle l'utilise « très bien » à un gros 55% qui répondent « assez bien » ;

- pour la question portant sur la satisfaction du travail réalisé par l'équipe municipale, le Pôle Mag gomme les nuances et reformule. Au lieu de nous présenter 11% de « très satisfaits » et 58% de « plutôt satisfaits », on nous donne un bloc de 69% de « satisfaits et plus satisfaits ». Chez les râleurs, les « très mécontents » deviennent de simples « mécontents ». Y'a des fautes de frappe qui sonnent comme des lapsus !

Questions biaisées, réponses cramées : la recette d'une mauvaise soupe à l'opinion

Parmi les spécialistes des enquêtes par questionnaire, il existe un consensus sur la formulation des questions qui doivent respecter six critères : pertinence, clarté lexicale et syntaxique, précision, réalisme, neutralité. Autrement dit, le sondeur doit absolument éviter :

Les questions vagues : générales et décontextualisées qui empêchent d'obtenir une information de qualité. Ainsi, si un sondage obtient 90% de « oui » à la question « aimez-vous les animaux ? », l'équipe chargée de l'étude sera bien embarrassée pour interpréter les réponses.

En effet, si l'on ne précise pas de quels animaux on parle et ce qu'on aime chez eux, impossible de distinguer les motivations des éthologues, des bouchères, des charcutiers, des zoophiles, des vétérinaires, des élèveuses, des chasseurs, des mamies à chats et des maîtres-chiens. L'enquête commence par une question très vague : « d'une manière générale, êtes-vous satisfait de vivre à Palaiseau ? » Si l'on ne connaît pas les motifs de satisfaction, on n'y comprendra rien et on n'en tirera pas grand-chose

Les questions suggestives orientent la réponse comme « Aimeriez-vous gagner à l'euro-million ? Êtes-vous favorable à

l'ouverture d'un hypermarché qui permettra l'embauche de centaines de personnes ? ». Dans l'enquête, les questions sur les réalisations de la municipalité contiennent les termes : « embellissement », « la végétalisation des cours d'écoles pour qu'elles soient plus belles et respirables », « l'installation de caméras de vidéo-protection pour garantir la tranquillité ». Voyez-vous où se cachent subtilement les suggestions ?

Les questions chargées sous-entendent que les personnes interrogées disposent d'une information suffisante ou adhèrent à un postulat de la question alors que rien ne le garantit. Notre sondage en offre moult exemples. « Depuis la dernière élection municipale, en mars 2020, avez-vous le sentiment que votre commune a changé ? ». Cela implique que les répondant·es sont en capacité de mesurer des changements au niveau communal depuis une date électoralocentrale, c'est-à-dire qui intéresse surtout les fans des calendriers électoraux, les élue·es quoi !

« Quand vous pensez aux engagements pris par votre maire et son équipe au moment de leur élection en mars 2020, estimatez-vous que dans l'ensemble, ces engagements ont été tenus ? ». Qui pourrait bien s'en souvenir et être capable d'en mesurer la mise en œuvre deux ans et demi plus tard ?

« Selon vous, la municipalité utilise-t-elle très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout l'argent des impôts locaux ? ». Sans information objective, les sondé·es sont sommé·es de répondre au doigt mouillé. Si les questions étaient plus précises, les réponses le seraient également. Suggérons : « pensez-vous qu'il est raisonnable de dépenser 18 900 € d'argent public pour commander un sondage très biaisé ? »

Les questions à double tranchant posent deux questions en même temps, ce qui les rend inexploitables. Genre : aimez-vous le vin et le fromage ? À propos du centre-ville piétonnisé, l'IFOP a pondu une question à quadruple tranchant. Les répondant·es sont invité·es à juger un aménagement censé favoriser « le partage de l'espace public » et le rendre plus « végétal », « attractif » et « sécurisé ».

Certaines questions sont chargées et suggestives en même temps, ce qui les rend manipulatrices.

« L'ouverture d'une maison de santé pour accueillir de nouveaux médecins et professionnels de santé dans notre ville ». Hélas, ça ne suffit pas pour faire venir des médecins, chaque habitant d'un désert médical peut le constater.

Ou « La création d'une ferme maraîchère pour permettre aux Palaisiens de consommer local ». Hélas, une ferme de 4 hectares permet de nourrir au mieux 150 familles (voir page 5), c'est léger pour une ville de plus de trente mille habitant·es. L'expression « grignoter local » paraît plus réaliste.

L'enquête IFOP est tellement imprécise qu'on se demande si le thermomètre du « climat municipal à Palaiseau » n'est pas un peu préchauffé. Sur 43 questions, plus de 20 sont vagues et 13 biaisées. Après la description et l'analyse de cette série de questions, l'hypothèse « manipulateuse » semble plus plausible que celle de la « faute technique ».

Quand y'a des trous dans l'camembert, on appelle ça un gruyère : une enquête très incomplète

Pour construire un sondage méthodique, honnête, il convient de parcourir l'ensemble des sensibilités politiques locales et d'offrir des questions et des options de réponse à un maximum d'opinions possibles. Or, la méthode de l'IFOP pêche là aussi. D'abord, les élue·es de l'opposition n'ont pas été sollicité·es pour la préparation de cette enquête, c'est très bancal si l'on veut soulever des sujets politiques locaux et proposer des réponses variées.

Ensuite, les questions sont partiales car centrées sur les idées, mesures et projets de la majorité municipale de droite. Exit l'écologie, l'égalité femmes/hommes, les mesures en faveur des quartiers populaires et publics vulnérables, la participation des habitants, les initiatives solidaires, la lutte contre les discriminations.

Face à ce questionnaire partial, les répondant·es qui ont d'autres opinions que la majorité municipale se trouvent contraint·es de s'abonner aux réponses « mécontent, pas satisfait, non pas du tout et pas d'accord ». Les habitant·es sondé·es sont perçu·es comme consommateurs de mesures municipales et chargé·es d'évaluer approximativement un produit politique présenté sous un jour favorable. Enfin une série de questions portant sur la personnalité du maire a disparu des résultats publiés. Après une question de contrôle : « Qui est le maire de Palaiseau ? », on a droit à la suite. On nous demande si on trouve Lasteyrie « Honnête », « Accessible », « Présent sur le terrain », « Dynamique », « Sympathique », « À l'écoute », etc. S'ensuivent ensuite des questions pour cibler le profil et l'orientation politique de la personne interrogée qui permettent de mieux interpréter les réponses comme « Pour qui avez-vous voté en 2020 lors des élections municipales ? Présidentielles ? ».

Ces questions ont-elles été financées par la municipalité ? Pourquoi n'ont-elles pas été publiées ? Nous avons adressé un mail au cabinet du maire pour le savoir. La mairie ne se prononce pas.

Briac Chaud-Chaud

(1) C'est dans le numéro 284 du Pal'Mag

(2) Loi sur la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion, notamment Loi 77 section II

(3) idem



LEXIQUE

PLS : Acronyme. Chorégraphie immobile censée maintenir en vie en attendant les secours

Allophone : Désigne une personne qui parle une autre langue que la mienne. S'applique fréquemment aux touristes français en vacances à l'étranger

Première priorité nationale : Parlote politique nullenullenulle

Scolarisation inclusive : Sens littéral : politique éducative visant à accueillir tous les élèves de la manière la plus équitable possible. Sens libéral : pseudo-méritocratie dans la limite des places disponibles

Transpondeur : Engin compliqué permettant de déterminer la position d'un avion

Bondage : Pratique des grosses ficelles

CSP : Catégorie socioprofessionnelle. Stratifications du ruissellement.

Tout à la fois : Variante locale du « en même temps »

Pédago : contrepéterie ratée de démagogie

Informée : désinformée à son insu

110 000 euros : investing farming bling bling.

Caution technique : alibi en béton

L'opération Blanc-Sarkozy : mieux connue sous le nom « terres agricoles au kärcher »

Rabotée : euphémisme pour dire divisée par 4

Bicraver : vendre des produits chelous

Nazifiante : lepénisante d'avant la dédiabolisation

Le Petit ZPL - Nounours :

Numéro été 2024

Date de parution : Été 2024

Contributions : Api, ANT, A.P., Aymeric, Sabrina Belbachir, Briac Chauvel, Laury CD, Briac Chaud-Chaud, Clément, Croquette, Mathilde Ermakoff, Gabriel Gadré, Pascale Gourmelon, Laetitia Grison, Suzanne Hernandez, Jen, Joël, Jojo, La Canine, Loïc, Comité de Soutien à la Palestine de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, Corto Malaise, Peter Marker, ODD, Ophélie, Benjamin Ordonnez, Patou, S., SC, Steppenwolf, John, Yoan

Directrice de publication - Sabrina BELBACHIR

Éditeur - Cuculla Pralinae

Impression - Imprimerie Fèvre 72, avenue du Président Wilson - 93100 Montreuil

ISSN : 2495 5604

Tiré à 2500 ex. Prix libre

JEU

Chaque "?" représente une question de l'article.

Sauras-tu retrouver de quelle question il s'agit ?





LE GROS MOT DU NUMÉRO « Camelot·e »



Camelote est un nom féminin, **camelot** masculin et **camelot·e** un nom inclusif. Ces mots racontent de drôles d'histoires de langues. Ça vient à la fois de l'arabe **خملات** qui se prononce khmlāt et qui désigne une étoffe de laine. Ça vient aussi du latin **camelus** qui signifie chameau.

La camelote, ça désigne soit de la marchandise bon marché, soit de mauvaise qualité et c'est vraisemblablement de là que provient le terme **came** pour qualifier la drogue.

Les camelots, au 19ème, étaient des marchands ambulants. Par extension c'est ainsi qu'on a appelé les vendeurs de journaux à la criée. Enfin, les camelots du roi, vendeurs à la criée de journaux royalistes et activistes violents au début du vingtième siècle, se sont emparés de ce terme.

C'est un joli gros mot, **camelot·e**. On peut en faire un oxymore, comme « délicieuse camelote », un slogan politique, comme « le royalisme, quelle camelote », un virelangue comme « j'ai péché mon chapeau chez l'camelot en chameau » ou des chansons comme « ohé ohé camelot ».



Askip y'a une BD dans l'torchon
Askip c'est réel
Askip les camelots sont les ancêtres des fachos
Askip à l'époque on les a bien gag-dé
Askip le maire d'antan il a démissionné
Askip Muret il savait faire barrage

Askip, la mairie de Longjumeau croit qu'elle est obligée d'inviter Jacobelli
Askip c'est la liberté d'expression du fascisme
Askip sur les Roms on peut tout dire, surtout le pire
Askip au pire, tu prends une amende
Askip y'a des fascistes et des fascinateurs

Askip, Lasteyrie invite Sarko à Palaiseau
Askip, c'est la librairie qu'a invitée
Askip c'est un partenariat
Askip les murs d la librairie, ils sont à la mairie
Askip le maire n'a pas assumé son invit'
Askip le libraire non plus
Askip Sarko c'est un auteur
Askip Hollande aussi
Askip inviter Hollande, ça compense
Askip on attend toujours Poutou

Askip l'Ilop a fait flop
Askip l'Ilop a déconné
Askip pour des sondages, c'est un peu fallacieux
Askip y'a plein de questions qui posent question
Askip y'a des questions qui contiennent la réponse
Askip pour Lasteyrie on est ravis d'un centre-vide
Askip, Greg veut savoir si on l'aime beaucoup, passionnément, ou à la folie
Askip Greg veut savoir si on l'aime très fort ou très très fort
Askip Greg veut pas qu'on sache combien on l'aime
Askip c'est pas réciproque

Askip le safran c'est bon
Askip le safran ça nourrit
Askip c'est surtout de la com'
Askip faudrait récompenser les compensations compensatoires
Askip ça serait ptet mieux de pas détruire.

Askip avec Carrefour ça colonise
Askip Carrefour complice
Askip Carrouf c'est des oufs

Askip pour apprendre le français, c'est mieux de savoir le français
Askip les classes UPE2A c'est pour accueillir mais sans trop inclure
Askip, pour l'éduc nat', mieux vaut rien qu'un truc moyen
Askip les profs ils taffent plus que c'qu'on imagine
Askip en fait ils méritent leurs vacances
Askip les classes UPE2A peuvent pas accueillir tous les scolaires du monde

Askip les CRA, c'est des prisons
Askip les CRA respectent pas le droit des malades
Askip on peut faire un cercle tout seul
Askip à l'observatoire du CRA, ils ont le compas dans l'œil
Askip le CRA il est vachement bien placé

CAMÉRAS CACHÉES

Retrouve toutes les caméras planquées dans nos colonnes ! Il y en a 42, quasi autant qu'à Zopal !

Et pour leur emplacement exact en ville, la carte est dispo sur notre site.



Tu galères à choper Le Petit ZPL ? Abonne-toi !

Vous vous levez trop tôt pour nous ? On se lève trop tard pour vous ? Vous travaillez le dimanche ? On vous tient les deux jambes trop longtemps et vous ratez votre RER ou vos rendez-vous? Abonnez-vous et participez au financement d'une presse palaisienne indépendante !

La formule proposée : 5 numéros à prix libre. C'est vous qui définissez le prix pour cinq numéros. Seul bémol, on vous demande de prendre en charge le coût de l'envoi en joignant cinq timbres à 1,76 € ou en ajoutant 8,80 € à votre abonnement. Votre chèque est à libeller à l'ordre de **Cuculla Pralinae** et à envoyer ou déposer au 110 rue de Paris 91120 Palaiseau.

Je m'abonne à partir du numéro

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et je joins cinq timbres à 1,76€

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et ajoute 8,80 €, soit un total de euro

Coordonnées

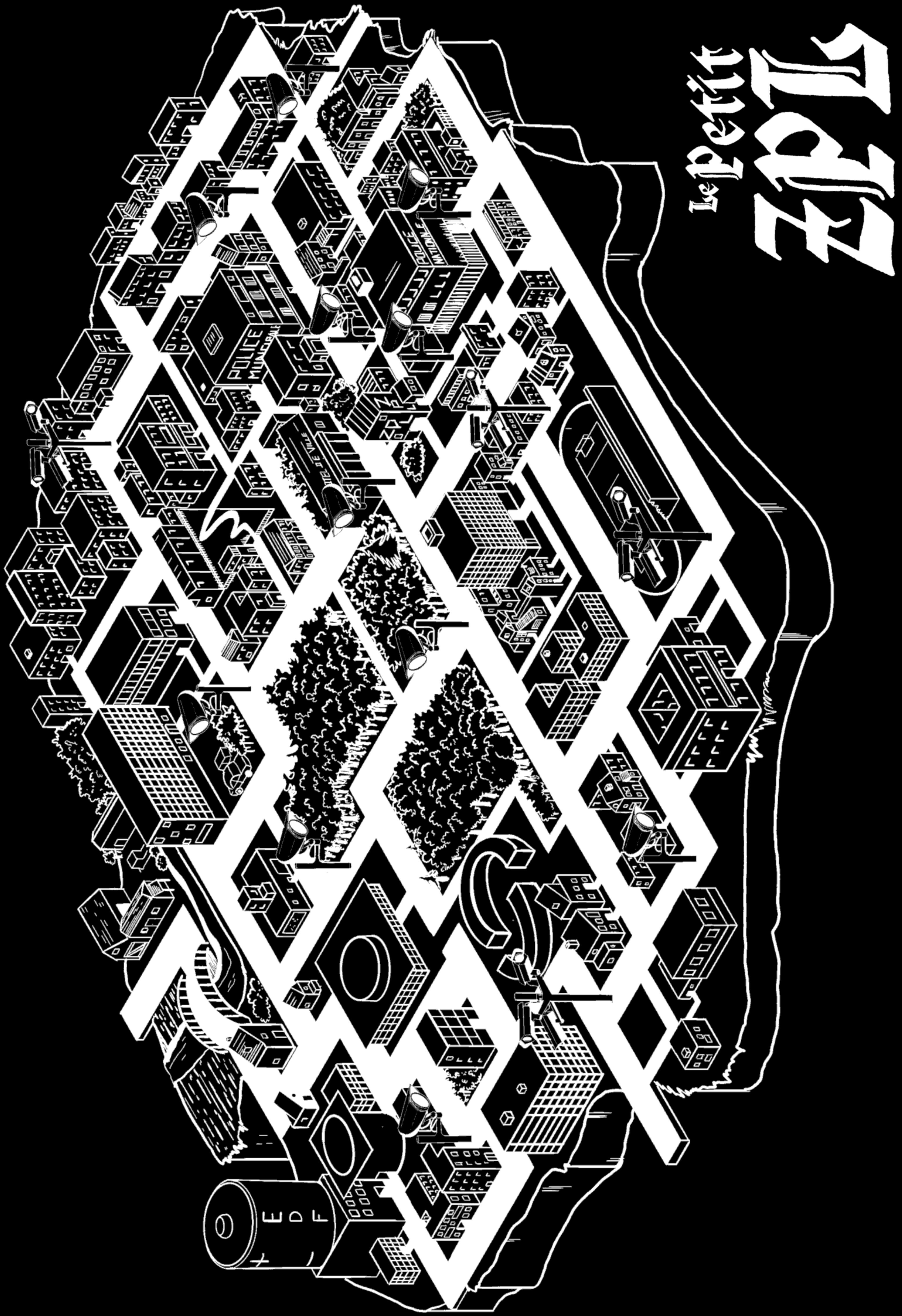
Nom Prénom

Adresse de livraison

Ville Code postal

Courriel





Le Petit
Monde